

# SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHÉ

## REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE PRIVEE A TALANGE

**D.C.E.**

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

FICHIER

B71008-SB02-DCE-RC-  
1-008-A.docx

#### Maître d'Oeuvre



SEBA Aménagement & Infrastructures  
Groupe MERLIN

110 rue des Quatre Eléments  
54340 POMPEY  
Tél. : 03.87.30.37.85 - Fax. : 03.87.31.83.57

#### Maître d'Ouvrage

**SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT  
DE LA BARCHÉ**

HOTEL DE VILLE - Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE  
Tél. : 03.87.71.50.10 - Fax. : 03.87.72.18.36

| Ind. | Etabli par | Vérifié par | Approuvé par | Date     | Objet de la révision |
|------|------------|-------------|--------------|----------|----------------------|
|      |            |             |              |          |                      |
|      |            |             |              |          |                      |
|      |            |             |              |          |                      |
| A    | P.MEUNIER  | P.MEUNIER   | D.SIMON      | 04/09/17 | Première émission    |

B71008

S

B

0

2

D

C

E

R

C

1

0

0

8

A

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1. Conditions de la consultation .....   | 4  |
| 1.1 Procédure de la consultation .....   | 4  |
| 1.1.1 Définition de la procédure .....   | 4  |
| 1.1.2 Négociation .....  | 4  |
| 1.2 Structure de la consultation .....   | 4  |
| 1.3 Type de contractants .....   | 4  |
| 1.4 Nature des offres .....  | 4  |
| 1.4.1 Nombre de solution(s) de base .....  | 4  |
| 1.4.2 Variante(s) .....  | 5  |
| 1.5 Modalités de règlement et prix .....   | 5  |
| 1.6 Modification de détail au Dossier de Consultation .....  | 5  |
| 1.7 Délai de validité des offres .....   | 5  |
| 1.8 Propriété intellectuelle .....   | 5  |
| 1.9 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé .....                                      | 5  |
| 1.10 Mesures particulières relatives à la propreté du chantier .....   | 5  |
| 1.11 Travaux réalisés a proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ..... | 6  |
| 1.12 Visite sur site .....   | 6  |
| 1.13 Remise du dossier de consultation aux candidats .....   | 6  |
| 2. Conditions d'exécution du marché .....  | 6  |
| 2.1 Durée du marché et période d'exécution .....   | 6  |
| 2.2 Clause de reconduction du marché .....   | 6  |
| 3. Contenu du dossier de consultation des entreprises .....  | 6  |
| 4. Modalités de présentation des dossiers .....  | 7  |
| 4.1 Modalités de déroulement de la procédure .....   | 7  |
| 4.2 Renseignements relatifs à la candidature .....   | 7  |
| 4.3 Contenu de l'offre .....   | 9  |
| 4.4 Recours à d'autres opérateurs économiques et sous-traitance .....  | 9  |
| 4.5 Documents à produire par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché .....                              | 10 |
| 5. Modalités de transmissions des plis .....   | 10 |
| 5.1 Modalités de transmission des plis sur support papier .....  | 10 |
| 5.2 Modalités de transmission électronique des plis .....  | 11 |
| 6. Sélection des candidatures, examen des offres et attribution du marché .....  | 11 |
| 6.1 Sélection et vérification des candidatures .....   | 11 |
| 6.2 Examen des offres et attribution du marché .....   | 12 |
| 7. Informations complémentaires .....  | 15 |
| 7.1 Renseignements administratifs .....  | 15 |
| 7.2 Renseignements techniques .....  | 15 |

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### REGLEMENT DE CONSULTATION

#### MAITRE D'OUVRAGE

**SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BANCHE**  
HOTEL DE VILLE  
Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE  
Tél : 03.87.71.50.10  
mél [mairie@ville-hagondange.fr](mailto:mairie@ville-hagondange.fr)

#### POUVOIR ADJUDICATEUR

Monsieur le Président du Syndicat Mixte d'Assainissement de la Barche

#### MAITRE D'ŒUVRE

**SEBA Aménagement et Infrastructures.**  
Bâtiment Delta Affaires – Pôle tertiaire  
110 Rue des 4 Eléments  
54340 POMPEY  
03 87 30 37 85  
mél [seba-ai@seba-ai.fr](mailto:seba-ai@seba-ai.fr)

#### COORDONNATEUR SPS

**ICL.**  
Ingénierie et Coordination de Lorraine  
2, La Tannerie  
57070 SAINT JULIEN LES METZ  
03 87 37 30 60  
mél [icl2@wanadoo.fr](mailto:icl2@wanadoo.fr)

#### OBJET DE LA CONSULTATION

REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE  
PRIVEE A TALANGE

#### DATE D'ENVOI A LA PUBLICATION

L'AAPC a été envoyé à la publication le : **Lundi 11 septembre 2017**

#### DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Le **Lundi 2 octobre 2017 avant 12H00** terme de rigueur.

## 1. Conditions de la consultation

### 1.1 Procédure de la consultation

#### 1.1.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée, en application des dispositions de l'article 42.2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 34, 38 à 45 et 48 à 64 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Remise d'offre ouverte à tout candidat

Elle est lancée en vue de l'attribution d'un marché de travaux.

#### 1.1.2 Négociation

A l'issue de la procédure d'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec la ou les entreprises susceptibles d'être retenues.

### 1.2 Structure de la consultation

Les travaux concernent la réhabilitation du réseau d'assainissement de la rue Privée à TALANGE (57).

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches optionnelles au sens de l'article 77 du décret 2016-360 du 25/03/2016.

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article 12 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016.

### 1.3 Type de contractants

L'attributaire pourra être une entreprise seule ou à un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires.

Si le groupement attributaire est un groupement conjoint, le mandataire dudit groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

### 1.4 Nature des offres

#### 1.4.1 Nombre de solution(s) de base

Le dossier de consultation comporte une solution technique de base. Les candidats devront répondre OBLIGATOIREMENT ET COMPLETEMENT à cette solution.

#### 1.4.2 Variante(s)

Les soumissionnaires ne pourront proposer qu'une seule solution technique dans le cadre de leur offre. Cette solution doit répondre en tous points à la solution technique de base définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Les variantes sont interdites.

#### 1.5 Modalités de règlement et prix

Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément aux dispositions du Cahier des clauses administratives particulières.

#### 1.6 Modification de détail au Dossier de Consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires disposeront d'un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi du document écrit mentionnant ces modifications pour les prendre en compte.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 1.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres, mentionnée en page de garde du présent document.

#### 1.8 Propriété intellectuelle

Le projet de base demeure la propriété intellectuelle du Maître d'œuvre.

Les dispositions relatives à l'emploi des brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce figurent à l'article 9.13 du Cahier des clauses administratives particulières.

#### 1.9 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L.235-1 et suivants du code du travail. Les travaux, objet de la présente consultation, relèvent de la Catégorie 3 au sens de l'article R.238-8 dudit code. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

#### 1.10 Mesures particulières relatives à la propreté du chantier

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

### 1.11 Travaux réalisés a proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

Les travaux sont soumis aux dispositions des articles L 554-1 et suivants du code l'environnement ; R 554-1 à R 554-38 du code de l'environnement et à l'arrêté du 15/02/2012 modifié concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

### 1.12 Visite sur site

Il n'est pas prévu de visite organisée sur site.

Préalablement à l'élaboration de leur offre, les candidats peuvent effectuer une visite sur le site. L'accès au site des travaux est libre sur la partie publique.

### 1.13 Remise du dossier de consultation aux candidats

Le dossier de consultation est disponible pour téléchargement sur une plateforme dématérialisée. Il sera téléchargeable à partir du site : [www.depoz.fr](http://www.depoz.fr) ou sur le site de la ville de Hagondange : [www.hagondange.fr](http://www.hagondange.fr) (rubrique des marchés publics)

## 2. Conditions d'exécution du marché

### 2.1 Durée du marché et période d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement.

### 2.2 Clause de reconduction du marché

Il n'est pas prévu de reconduction du marché.

## 3. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- Le cadre d'acte d'engagement à compléter et à signer
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles à accepter sans modification
- Le Cahiers de Clauses Techniques Particulières et ses annexes éventuelles à accepter sans modification
- Le cadre de bordereau des prix unitaires à compléter sans modification
- Le cadre de détail estimatif à compléter sans modification
- Le dossier de plans.
- Le Plan Général de Coordination Simplifié (PGCS)

## 4. Modalités de présentation des dossiers

### 4.1 Modalités de déroulement de la procédure

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe qui contiendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre, présentés sous forme d'un dossier « Candidature » et d'un dossier « Offre ».

Tous les documents constituant ou accompagnant les offres des candidats doivent être entièrement rédigées en langue française. La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le français exclusivement.

Il est rappelé que les personnes physiques signataires des offres doivent être dûment habilitées à engager les candidats et qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un soumissionnaire pour un même marché.

Toute offre non reçue dans les conditions fixées ci-dessus sera écartée.

Elle ne sera pas renvoyée à son expéditeur.

### 4.2 Renseignements relatifs à la candidature

L'enveloppe contiendra les pièces suivantes :

#### Pièces administratives :

| Désignation                                       | Objet  |
|---|--|
| Déclaration                                       | que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir.   |
| Attestation sur l'honneur                         | que le candidat n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du Code du travail. |
| Attestation sur l'honneur                         | certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3 et L 620-3 du Code du travail ou de toute autre réglementation similaire.   |
|   | NOTA Les attestations sur l'honneur (1) et (2) concernant le travail illégal (salariés employés régulièrement d'une part et non condamnation d'autre part) peuvent être effectuées sur un seul et même document.                                   |
| Habilitation du mandataire (en cas de groupement) | à représenter les cotraitants au stade de la passation du marché.  |
| Copie du ou des jugements produits                | si le candidat est en redressement judiciaire.   |
| Déclaration sur l'honneur                         | dûment datée et signée pour justifier que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.  |

|  |   |
|--|---|
| Déclaration sur l'honneur (Pour les entreprises employant plus de 20 salariés) | que le candidat a satisfait à l'obligation d'embauche de personnes handicapées, conformément aux dispositions du code du travail, ou, à défaut, qu'il s'est acquitté de la contribution aux fonds de développement pour l'insertion professionnelle. (article 44.1 du code des marchés publics) |
|--|---|

**Pièces techniques :**

| Désignation  | Objet   |
|--|---|
| Références d'ouvrages réceptionnés au cours des 3 dernières années | ou en cours d'exécution.<br>De nature et d'importances équivalentes, précisant les lieux et dates de réalisation, la nature, l'importance, la complexité et le coût des ouvrages ainsi que le rôle du candidat. |
| Renseignements sur le savoir-faire des candidats                   | En matière de protection de l'environnement, de sécurité et de qualité.   |
| Qualifications professionnelles                                    | ou toute autre preuve des capacités, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des certificats de qualification de travaux attestant la compétence à réaliser le marché.                          |
| Déclaration (financière) qui précisera :                           | - le chiffre d'affaires global des 3 dernières années,<br>- le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des 3 dernières années.                                 |
| Lettre de candidature  | qui en cas de groupement précisera l'identité de chacun de ses membres, le nom du mandataire et, pour les groupements conjoints, la répartition des prestations entre ses membres.                              |
| Déclaration (matériel)   | indiquant l'outillage, le matériel, les équipements techniques, les techniciens ou les organismes techniques dont l'Entrepreneur dispose pour l'exécution de l'ouvrage.   |
| Déclaration (effectifs)  | indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années.   |

**Autres opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature**

Les candidats ne disposant pas de toutes les capacités techniques, financières et économiques requises, peuvent faire appel à d'autres opérateurs économiques.

Ils doivent alors, dès la candidature, préciser leur identité, leur adresse, adresse électronique, numéro de téléphone, télécopie, leur numéro SIRET et justifier pour ces opérateurs des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.



### 4.3 Contenu de l'offre

L'enveloppe contiendra les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants de premier rang désignés au marché. (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance)
- Le Cahier des clauses administratives particulières.
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- Un mémoire justificatif technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Le document rédigé par les soumissionnaires devra être en adéquation avec les prestations à réaliser, il comprendra notamment chacun des item suivants à reprendre selon **l'ordre et l'intitulé préconisés**, ci-dessous

- **ITEM 1** - Méthodologie d'intervention et d'exécution des travaux de la prise en main du chantier (période de préparation) jusqu'à la réception des travaux.
  - **ITEM 2** - Contraintes techniques et environnementales propre au chantier (analyse des contraintes et remèdes apportés)
  - **ITEM 3** - Planning prévisionnel détaillé et phasage des travaux (définition des tâches et leur durée, leur rendement, phasage des travaux, nombre d'ateliers, d'équipes, ...)
  - **ITEM 4** - Moyens humain et matériel mis en place pour la réalisation du chantier.
- Le bordereau des prix, cadre ci-joint à compléter sans modification.
  - Le cadre de détail estimatif destiné au jugement des offres, cadre ci-joint à compléter sans modification.
  - Le Plan Général de Coordination (PGC)

### 4.4 Recours à d'autres opérateurs économiques et sous-traitance

Le soumissionnaire peut recourir aux capacités d'autres opérateurs économiques pour l'exécution du marché, quelle que soit la nature des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Ces opérateurs économiques devront avoir les références professionnelles correspondant au corps de métier pour lequel ils interviennent

Pour la sous-traitance connue au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront, pour chaque prestation sous-traitée, son montant ainsi que le nom des entreprises désignées.

Ils joindront à cet effet pour chaque sous-traitant le document annexé à l'Acte d'Engagement dûment complétée et accompagnée des pièces et renseignements mentionnés ci-dessous :

- capacités professionnelles et financières du sous-traitant;
- déclaration sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23/07/2015.

Ils devront également fournir une déclaration de sous-traitance (DC4).

Pour la sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront dans l'acte d'engagement pour chaque prestation qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'exécution du marché, son montant ainsi que le nom des entreprises pressenties.

Ils devront également préciser dans l'acte d'engagement la part de marché qu'ils ont l'intention de sous-traiter à des tiers, notamment à des PME ou à des personnes relevant du secteur de l'artisanat dans les conditions définies à l'article 57 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016.

Les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants désignés à l'appui de la candidature pour justifier des capacités techniques, financières et économiques doivent figurer en annexe à l'acte d'engagement, sous peine de rendre l'offre irrégulière.

#### **4.5 Documents à produire par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché**

Le soumissionnaire retenu devra produire dans un délai de 8 jours à compter de la demande adressée par le représentant de l'entité adjudicatrice :

- Un extrait de casier judiciaire des dirigeants de l'entreprise et des personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise dans le cadre de l'exécution du marché,
- Une attestation de régularité fiscale et une attestation sociale émanant des organismes publics compétents,
- Un extrait K (pour les personnes physiques) ou un extrait K bis (pour les sociétés immatriculées au Registre du commerce et des sociétés) ou encore un extrait D1 (pour les entreprises immatriculées au Répertoire des métiers) ou tout autre document équivalent.

En outre si l'accord-cadre est d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, le candidat devra produire dans le même délai les pièces prévues aux articles D.8222-5 (pour les candidats établis en France) et R 1263-12 et D.8222-7 (pour les candidats établis à l'étranger) et D.8254-2 à D 8254-5 pour les salariés étrangers.

Tous les documents produits doivent être rédigés en français.

Pendant toute la durée d'exécution des bons de commande, le titulaire devra produire les documents et satisfaire l'ensemble des obligations définies dans le CCAP au titre de lutte contre le travail dissimulé.

### **5. Modalités de transmissions des plis**

Les candidats peuvent transmettre les plis contenant le dossier « candidature » et le dossier « offre » sur support papier ou par voie électronique.

#### **5.1 Modalités de transmission des plis sur support papier**

Le dossier « candidature » et le dossier « offre » sont transmis sous pli cacheté

L'enveloppe doit porter les mentions suivantes :

**Objet de la consultation :**  
REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT  
DE LA RUE PRIVEE A TALANGE

**Candidat :**  
NOM DU CANDIDAT

**« NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS »**

Ce pli devra être transmis par courrier recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé et parvenir avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, à l'adresse suivante :

**SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHÉ**

HOTEL DE VILLE  
Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

## **5.2 Modalités de transmission électronique des plis**

Les offres électroniques seront envoyées à l'adresse suivante : [www.depoz.fr](http://www.depoz.fr) (se conformer aux indications du site).

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les remises sous forme papier (fichiers distincts pour la candidature et l'offre présentés dans une seule enveloppe). Le choix du mode de transmission est irréversible, les candidats devant appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis.

La date et l'heure limites de réception sont appréciées au regard de la date et de l'heure de réception des plis sur le profil acheteur.

Toute offre non reçue dans les conditions fixées ci-dessus sera écartée.

Elle ne sera pas renvoyée à son expéditeur.

Le soumissionnaire dont l'offre dématérialisée a été retenue accepte que son offre soit re-matérialisée après ouverture des plis et que l'attribution de l'accord-cadre donne lieu à la signature manuscrite d'un contrat sous forme papier.

## **6. Sélection des candidatures, examen des offres et attribution du marché**

La présente procédure est ouverte. L'analyse et la sélection des candidats d'une part et l'examen des offres et l'attribution du marché d'autre part sont effectuées dans le même temps.

Le Représentant du pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

### **6.1 Sélection et vérification des candidatures**

Elle est effectuée selon les modalités définies à l'article 55 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016.

Le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature

Les candidatures incomplètes et les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Les candidatures restantes seront examinées et sélectionnées au regard des capacités fournies par les candidats.

Pour l'examen des candidatures, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats de compléter ou d'explicitier les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Pour un groupement, l'appréciation des capacités techniques est globale. il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

Les candidats qui ne satisfont pas aux exigences de capacité requises sont éliminés.

## **6.2 Examen des offres et attribution du marché**

L'examen des offres et l'attribution du marché sont effectués selon les modalités définies aux articles 59 ; 60 et 62 à 64 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016.

Le Représentant du pouvoir adjudicateur effectue une analyse de l'ensemble des offres des candidats sélectionnés.

Il élimine les offres inappropriées et les offres anormales basses et procède à un classement provisoire lot par lot des offres restantes sur la base des critères mentionnés ci-dessous pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Au terme du classement provisoire, le Représentant du pouvoir adjudicateur se donne la possibilité d'engager une négociation avec les candidats susceptibles d'être retenus.

La négociation a pour objet d'optimiser les offres sans pouvoir modifier les choix techniques fondamentaux (principes et procédés proposés)

Au terme de la négociation, le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières ou inacceptables.

Il procède ensuite à une analyse des offres en éliminant celles qui sont irrégulières ou inacceptables.

Il établit une proposition de classement des offres restantes qui sera remise à la Commission d'Appel d'Offres en vue de l'attribution par celle-ci du marché.

Une offre ne comportant pas tout ou partie des documents à produire mentionnés à l'article 4.3 et qui sont nécessaires au jugement des offres, sera jugée irrégulière et sera éliminée. Ce sera notamment le cas s'il est constaté que le bordereau de prix et ou l'état des prix forfaitaires ou la décomposition du prix global et forfaitaire ne sont pas fournis ou s'ils sont incomplets.

Le maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation

Le classement est effectué sur la base des critères pondérés ci-dessous:

| N° | Désignation | Critère de jugement           |             |
|----|-------------|-------------------------------|-------------|
|    |             | Objet                         | Pondération |
| 1  | Critère 1   | Prix de l'offre               | 60%         |
| 2  | Critère 2   | Valeur technique de l'offre   | 30%         |
| 3  | Critère 3   | Délai d'exécution des travaux | 10%         |

La notation s'effectue de la manière suivante :

### **Critère 1 : prix de l'offre**

*Des prix anormalement bas, s'ils ne sont pas justifiés par l'entreprise par la fourniture de sous-détails de prix unitaires ou forfaitaires seront sanctionnés par une note nulle.*

La note sur le prix sera attribuée suivant le principe suivant :

$$\text{Note attribuée} = \frac{60 \times \text{Montant de l'offre la moins-disante}}{\text{Montant de l'offre analysé}}$$

### **Critère 2 : valeur technique de l'offre**

La valeur technique sera appréciée sur la base du mémoire justificatif remis par le candidat. L'absence de mémoire justificatif sera sanctionnée par une note nulle.

**Le mémoire justificatif comportera uniquement les ITEMS listés au paragraphe 4.3. Chacun de ces ITEM seront clairement développés dans le mémoire en reprenant en tête de paragraphe les intitulés mentionnés pour chacun des ITEMS et dans l'ordre préconisé**

**Les éléments fournis seront spécifiques au projet et à ses contraintes.**

Pour le calcul de la pondération du critère « **Valeur Technique de l'offre** », il sera appliqué pour chaque item du mémoire justificatif une note sur une échelle définie suivant le tableau ci-dessous :

|               | Echelle de la note |
|---------------|--------------------|
| <b>ITEM 1</b> | de 0 à 10          |
| <b>ITEM 2</b> | de 0 à 8           |
| <b>ITEM 3</b> | de 0 à 8           |
| <b>ITEM 4</b> | de 0 à 4           |

La note globale valeur technique est déterminée comme suit :

Note valeur technique sur 30 = Note Item 1 + Note Item 2 + Note Item 3 + Note Item 4

### **Critère 3 : délai d'exécution des travaux**

La note sur le prix sera attribuée suivant le principe suivant :

$$\text{Note attribuée} = \frac{10 \times \text{Délai minimum proposé}}{\text{Délai de l'offre analysé}}$$

**Le candidat devra clairement justifié le délai proposé.**

**Sans justification, le délai pris en compte sera celui défini par le Maître d'Ouvrage à l'acte d'engagement et la note pour ce critère de jugement sera de 0.**

Le marché sera attribué à l'offre ayant la note la plus élevée.

Lors de l'examen des offres, le Représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs purement matérielles de multiplication, d'addition ou de report dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront prises en compte et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence pour le jugement des offres.

Les autres erreurs constatées dans le sous détail d'un prix unitaire ne seront pas prises en compte dans le jugement des offres. Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous détail pour le mettre en harmonie avec le détail estimatif et en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente

## **7. Informations complémentaires**

### **7.1 Renseignements administratifs**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande au service suivant :

**SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHÉ**

HOTEL DE VILLE

Place Jean Burger

57300 HAGONDANGE

Tél : 03.87.71.50.10

mél [mairie@ville-hagondange.fr](mailto:mairie@ville-hagondange.fr)

Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres. Cette demande pourra être effectuée suivant les modalités suivantes :

- Par écrit : courrier ou mail.

Une réponse sera alors adressée au plus tard 7 jours avant la date fixée pour la réception des offres.

### **7.2 Renseignements techniques**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires sur le cahier des charges qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande au service suivant :

**SEBA Aménagement et Infrastructures.**

Bâtiment Delta Affaires – Pôle tertiaire

110 Rue des 4 Eléments

54340 POMPEY

03 87 30 37 85

mél [seba-ai@seba-ai.fr](mailto:seba-ai@seba-ai.fr)

Cette demande pourra être effectuée suivant les modalités suivantes :

- Par écrit : courrier ou mél.

Une réponse sera alors adressée au plus tard 7 jours avant la date fixée pour la réception des offres.